

FEMMES PLURIELLES

n°84
Trimestriel
Décembre 2023

bpost
business
PB-PP / B-12241
BELGIË(N) - BELGIQUE
BXL X P N°405 257

Publication de **SORALIA**

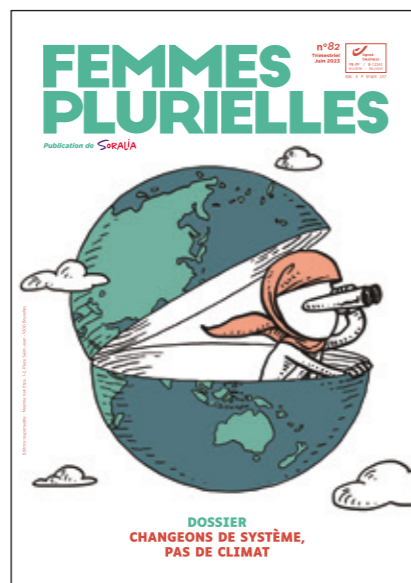
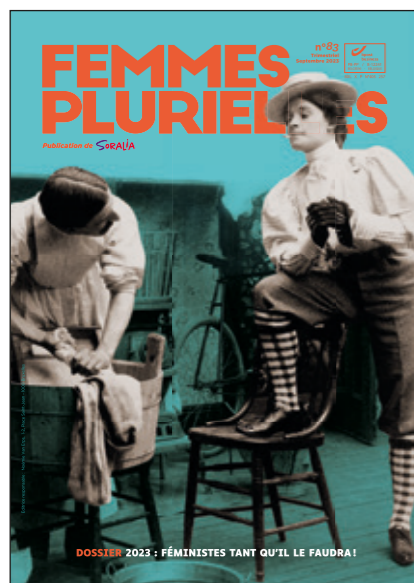


DOSSIER CONVERGENCE DES LUTTES

Nous sommes quelques-unes,
et de plus en plus nombreuses,
à contribuer à la réalisation de
ce magazine. Y sont répertoriés :
nos questionnements, nos positions
féministes, nos coups de poing,
nos envies de changement, nos luttes,
nos chutes et nos victoires.

FEMMES PLURIELLES

Vous souhaitez le recevoir
gratuitement chez vous ?



Rien n'est plus simple ! Faites-en la demande : par mail : femmes.plurielles@solidaris.be ou par tel : 02 / 515.04.01

Des remarques ?

Des suggestions ?

Des coups de gueule ou

Des mots d'amour ?

Écrivez-nous sur :

femmes.plurielles@solidaris.be

ou envoyez-nous tout ça

à l'adresse suivante :

SORALIA

(Femmes Plurielles),

1-2 place Saint Jean

1000 Bruxelles

EDITO

La convergence des luttes. Derrière cette vision tant défendue par la gauche se trouve une condition de survie pour nos civilisations.

Nous, citoyen-ne-s ; nous, associatif ; nous, corps intermédiaires, sommes affaibli-e-s, asphyxié-e-s et menacé-e-s dans une société néolibérale dictée par le capitalisme, le patriarcat et les discriminations. Si nous ne réagissons pas, Nos droits à vivre dignement s'en trouvent menacés. Nous devons impérativement repenser et élargir le rapport de force en (re)créant des alliances

et en réenchantant la militance. Sans gommer notre histoire et notre identité ou nier les vécus spécifiques pour le bien d'une majorité plus visible, nous devons réinvestir le champ du récit et montrer qu'un autre modèle de société est possible.

Ensemble, réaffirmons nos valeurs au travers de combats collectifs, solidaires et fédérateurs.

Noémie Van Erps, Secrétaire générale Soralia

SOMMAIRE

DOSSIER

4 > 5

La convergence des luttes :
tou-te-s pour un-e, un-e pour
tou-te-s !

6 > 8

Interview

Tous les chemins militants mènent
à la cafétéria collective Kali.

9 > 11

Wokisme : personae non gratae.

12 > 13

Quand l'extrême droite surfe sur la
vague du féminisme.

14 > 15

L'intersectionnalité comme outil
politique.

16 > 17

S'allier à un combat qui ne nous
concerne pas.

18 > 19

Femmes cis et trans : des luttes pas
si éloignées.

20 > 21

Burn-out militant : une complicité
collective

22 > 23

Bolivie : Un féminisme en lutte

24 > 25

Progressisme à l'ère Netflix :
engagement ou marketing ?

26 > 27

Reportage photo 7 octobre

HORS DOSSIER

28 > 29

Stop à la désinformation autour de
l'Éducation à la Vie Relationnelle,
Affective et Sexuelle

30

Les violences économiques, une
réalité souvent ignorée

31

Page ludique

Coordination générale : Elise Voillot
Rédaction permanente : Anissa D'Ortenzio, Alice Gaspar, Stéphanie Jassogne,
Laudine Lahaye, Eloïse Malcourant, Margot Foubert, Florence Vierendeel,
Elise Voillot, Delphine von Kaatz et Wivynne Gaziaux
Remerciements : Fanny Colard et rédactrices-teurs bénévoles

Administration : Florine Flament, Emeline Desmet et Isabelle Colback
Concept et mise en page : www.dirk.studio
Couverture : Morgane Roglianti : www.morgane-roglianti.fr/
BD : Zoé Borbé
Editrice responsable : Noémie Van Erps

Nous utilisons l'écriture inclusive dans l'ensemble de nos publications afin de lutter contre le sexisme de la langue française.
Soralia ASBL - RPM Bruxelles
Numéro d'entreprise : 0418 827 588

La convergence des luttes : tou·te·s pour un·e, un·e pour tou·te·s !

• Florence Vierendeel • Chargée d'études et de communication politique •

Au sein des mouvements militants de gauche, le rêve d'une convergence des luttes continue à perdurer et à inspirer certaines stratégies. Celle-ci présente un intérêt réel dans un monde où le capitalisme est roi. Destruction de l'environnement, inégalités de genre, exploitation salariale, rien n'échappe au règne de l'argent, qui va aujourd'hui jusqu'à menacer la survie de notre espèce. Alors, n'est-il pas temps d'unir nos forces pour en venir à bout ?

Un rêve aux origines sociales

La lutte militante s'ancre, dès sa théorisation, dans une mouvance sociale. Karl Marx l'associe, aux prémices de son *Manifeste du parti communiste* (1848), à l'essence même du socialisme, fondé sur ce qu'il nomme la lutte des classes¹. Selon lui, la société se compose d'au moins deux classes, dont les intérêts sont divergents et antagoniques en raison de leurs rapports économiques tout à fait inégalitaires. Les un·e·s (le prolétariat) produisent les richesses tandis que les autres (les bourgeois·e·s) se les accaparent en utilisant une forme de contrainte et de domination, notamment politique². Pour renverser l'ordre établi de manière radicale, une méthode s'impose : les mobilisations de masse.

Depuis, dans l'imaginaire collectif, les luttes convergent donc dans le but de gagner en puissance, en regroupant plusieurs contestations sociales (mais aussi leurs représentant·e·s et militant·e·s) dans un même mouvement. Il s'agit de dépasser des intérêts distincts pour les fusionner dans des objectifs politiques précis³. Chez nos voisin·e·s français·e·s, ce phénomène s'illustre, historiquement, au travers de la victoire du Front populaire en 1936⁴ et des grèves massives de mai 1968⁵. Mobilisant de larges fractions de la population, ces deux rassemblements mèneront à de réelles avancées telles que les congés payés, la semaine de 40 heures ou encore l'augmentation des salaires⁶.

Pourquoi s'unir ?

Si, aujourd'hui, les luttes sociales se sont élargies et diversifiées au-delà de la lutte des classes, celles-ci partagent toujours pour la plupart un objectif commun : celui de transformer la société. Cela implique de combattre notre système économique qui oppresse tant les classes ouvrières que les femmes et les minorités, et au final, la planète dans son entièreté. Si tout le monde ne s'accorde pas sur les modalités exactes pour y parvenir ni sur le nouveau modèle à instituer, beaucoup sont en mesure de reconnaître l'urgence d'agir, de proposer des alternatives concrètes, avant que les limites planétaires n'imposent par elles-mêmes un effondrement de notre civilisation et/ou que des dictatures ne s'installent durablement.

La convergence des luttes nous semble donc indispensable. D'un côté, pour ne laisser personne sur le carreau, et donc inclure l'ensemble des enjeux auxquels sont confrontés les publics dits vulnérables. De l'autre, pour mutualiser nos forces de frappe (le capitalisme étant un régime extrêmement résistant⁷). Pour ce faire, il est nécessaire de formaliser les liens étroits entre inégalités de genre, crise écologique et inégalités sociales, émergeant de systèmes de domination qui se renforcent mutuellement.

Car d'un côté, les rapports de classe, de genre et de « race »⁸ s'entremêlent, se co-produisent, se reproduisent

© Morgane Roglianti



et se renforcent, et de l'autre, le capitalisme maintient ces rapports de pouvoir hiérarchiques et en tire profit. Tenir compte de ces enchevêtrements est important, car l'abolition d'une seule forme de domination, indépendamment du système dans lequel elle s'inscrit, provoquera indéniablement le renforcement et/ou la création d'une autre forme de domination.

Et sur le terrain, comment s'organiser ?

Toutes les dynamiques de convergences ne sont pas identiques. Certaines structures s'allient pour poursuivre un objectif particulier, plutôt court-termiste (par exemple, s'opposer à une actualité politique). Celle-ci ne nécessite pas de s'accorder à 100 % sur les méthodes et les visions adoptées. D'autres structures s'allient comme objectif en soi, sur le long terme (par exemple, les plateformes associatives), où une même cause et une même solution sont identifiées. Celle-ci requiert du temps et des espaces de débats, de confrontation des points de vue où les divergences sont entendues et acceptées, ainsi que des moyens humains et financiers.

Quoi qu'il en soit, le dialogue entre les partenaires, tout au long du processus, semble être l'une des clés fondamentales pour collaborer sereinement et durablement. La clarification du schéma de gouvernance interne (comment s'organiser, comment sont prises les décisions, etc.) ainsi que l'identification d'objectifs clairs accompagnent ce guide de bonnes pratiques.

Ainsi, « pour [que la convergence] ne se limite pas à un simple effet de mode ou d'annonce, elle nécessite de la réflexion, de l'anticipation et de la stratégie »⁹. Mais il n'existe pas pour autant de recette idéale, il faut donc continuer à expérimenter et à prendre des risques, dans un contexte qui réclame de la radicalité, tant dans nos

communications, que dans nos modes d'action et dans nos prises de position.

Face aux menaces qui pèsent sur notre société (montée des extrêmes, précarité grandissante, destruction de la planète, etc.), la solidarité doit s'imposer. La convergence des luttes est l'une des portes d'entrée pour insuffler cette dynamique et défendre une vision de société porteuse d'espoir et de renouveau, tant démocratique, que social et écologique. Chaque structure a un rôle à jouer dans ce combat contre les inégalités et le capitalisme destructeur. C'est pourquoi, plus que jamais, remettons l'humain au cœur de nos préoccupations et luttons main dans la main pour assurer sa pérennité dans des conditions dignes.

1. BRANTHÔME Thomas, « Actualité de la convergence des luttes », *La France en récits*, 2020, <https://bit.ly/3LaTKSy>.

2. DELAUNAY Jean-Claude, « Lutte de classe et capitalisme : Perspective historique, moment présent », *L'Homme et la société*, 1995, <https://bit.ly/40JX6BM>.

3. GROUX Guy et ROBERT Richard, « Le spectre de la convergence des luttes », *Telos-eu*, 1^{er} avril 2020, <https://bit.ly/3LgtUrn>.

4. Alliance électorale du parti communiste, du parti socialiste et du parti radical-socialiste. Cette victoire engendrera un mouvement de grève nationale qui débouchera sur des accords sociaux inédits.

5. Rassemblement près de dix millions de grévistes, cette mobilisation de plusieurs semaines a vu la jeunesse universitaire de Paris et le mouvement ouvrier s'unir contre le système capitaliste.

6. BRUT, « Qu'est-ce que la convergence des luttes ? », *France info*, 9 avril 2018, <https://bit.ly/3Ly2KtT>.

7. Le capitalisme est par essence opportuniste et apte à s'adapter en transformant toute évolution (progressiste ou non) en profit. Pour plus d'informations : BOLTANSKI Luc et CHIAPPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

8. La notion de « race » a, originellement, été utilisée pour catégoriser les êtres humains sur base de caractéristiques physiques et/ou culturelles, de manière tout à fait erronée. Aujourd'hui, certains milieux militants se revendiquent en tant que « groupe racisé » (réappropriation du terme) afin de visibiliser les discriminations dont elles-ils sont victimes dans la société sur base de cette supposée « race », qui, elles, sont bien réelles et ne peuvent être passées sous silence.

9. COLLECTIF LÉA, *Mouvement sociaux en Belgique francophone : un bilan pour recommencer à gagner*, <https://luriz.fr/nRws>, p.14.

Tous les chemins militants mènent à la cafétéria collective Kali

• Laudine Lahaye • Chargée d'études Soralia •

Dans le centre de Liège, des militant·e·s et collectifs d'horizons variés ont posé leurs valises, pour une durée fluctuante, entre les murs d'un même bâtiment. Pour comprendre les objectifs et les enjeux d'un tel lieu, nous sommes allées à la rencontre de deux personnes qui fréquentent assidument cette cafétéria collective. Emilie s'y investit à titre individuel et Mai par le biais du collectif TransPédéGouines (TPG). Lumière sur un espace bouillonnant de militantisme et d'innovation, où convergent celles et ceux à la recherche d'un point d'ancrage.

En quoi consiste la cafétéria collective Kali ?

Emilie : Ce lieu existe depuis à peu près 7 ans. L'équipe initiale se connaissait de longue date et avait déjà ouvert plusieurs Centres Sociaux Auto-gérés à Liège, et y avait mené nombre d'activités par le passé. Dans un contexte de répression accrue des squats (qui a abouti à la loi anti-squat en 2017), ce groupe avait décidé de louer un espace pour mener des activités à dimension sociale et politique au coeur de la ville, en s'épargnant la menace de l'expulsion, et en s'offrant un peu de confort avec un local équipé (cuisine, toilettes) et chauffé. Le lieu a été pensé comme un espace de réunions, d'ateliers, de cuisine et comme un lieu politique. Le loyer était payé à l'époque par les recettes du bar, ouvert lors des discussions, projections, repas organisés notamment tous les vendredis soir. L'équipe initiale s'était constituée en ASBL, de manière assez classique, mais ça n'a pas fonctionné, car c'est une forme un peu figée. Or ici, il y a une multiplicité d'usages, d'usagères-ers, les contextes militants changent. Il y a parfois des collectifs qui se constituent de manière éphémère et qui ont besoin d'occuper l'espace de manière intensive pour avoir une base arrière, un lieu pour se préparer à aller faire front, militer ailleurs. Le pilotage par une ASBL ne convenait pas dans ce cadre.

Quels fonds permettent de faire tourner le lieu ?

Aujourd'hui, « D'une certaine gaieté », une ASBL reconnue en éducation permanente, s'est portée garante auprès du propriétaire et c'est via elle que transitent les fonds, les

loyers, le fait de prendre une assurance. Cette ASBL amie verse aussi une somme tous les mois pour payer les charges. Les Jeunes Organisés et Combattifs (JOC) participent aussi financièrement. Une autre structure s'est proposée dernièrement. C'est bien une énergie collective qui permet de rassembler des fonds, de faire tourner le bar pour pouvoir donner l'argent, dans des enveloppes, à l'ASBL amie qui paie ensuite le proprio. C'est très bricolé, mais ça illustre la volonté, pour l'instant, de respecter notre autonomie politique¹ au travers d'un lieu complètement autonome et indépendant. On n'a finalement de comptes à rendre qu'à nous-mêmes... et au tiroir-caisse évidemment. Ça montre qu'il est possible de fonctionner autrement. Toutefois, on ne va pas se mentir, ce mode de fonctionnement a ses écueils. Une forme plus institutionnelle amène certes du contrôle, mais aussi un cadre, avec des garants permanents. Parfois, on ne sait pas où sont passées les cuillères, il manque un banc, les égouts sont bouchés et on se demande qui va régler ça. Malgré tout, on ne veut pas reproduire un modèle où seules quelques personnes gèrent, car non seulement ça les épuise, mais aussi ça concentre le pouvoir.

Justement, comment fonctionne ce lieu, avec une telle diversité d'usagères-ers ?

Tous les lundis, nous avons un temps d'échanges nommé la « joyeuse conciergerie », où se rassemblent les collectifs et individus qui utilisent le lieu et s'intéressent à sa gestion. On va tester un nouveau mode de fonctionnement dans les mois à venir. On a refait des groupes de travail, qu'on a appelés « polynômes » pour sortir des traditionnels

binômes et qui s'occuperont chacun d'un aspect : comptabilité, bar, maintenance du bâtiment, nettoyage, cuisine, communication. À la conciergerie du lundi, il faudra au moins un membre de chaque polynôme pour pouvoir mettre sur la table les soucis, les demandes. Il faut parfois statuer sur des conflits d'agenda ou se positionner sur des demandes d'occupation plus politiques où la chose doit être renvoyée au centre de la table pour arbitrer. Après, au sein des polynômes, la répartition de la charge mentale devra être équitable, ce n'est pas la même personne qui doit se farcir tout le travail ! Finalement c'est un point de vue assez féministe qui met à jour tout le travail invisible pour qu'un tel lieu puisse être fonctionnel.

Comment arrive-t-on à faire « cause commune », à avancer ensemble dans la même direction ?

J'ai l'impression que c'est plus une composition. L'alliance se joue surtout sur le fait de mettre en partage un outil commun, mais on n'est pas obligé·e·s de fusionner. Ce sont des cohabitations qui se retrouvent sur des questions de solidarité, de non-exclusion, de non-discrimination. A minima, chaque usagère-er doit s'engager à condamner les oppressions de genre, de race et de classe, sous leurs diverses expressions, conserver l'esprit non commercial de la cafétéria et prendre soin du lieu. Au sein de cet espace, il y a aussi des mondes qui se confrontent avec des projets comme la cantine à prix libre du Chaudron, qui accueille des personnes avec moins de moyens et leur fournit un repas de grande qualité. Ces personnes viennent d'abord pour de la convivialité et pour avoir à manger. Elles n'ont pas forcément en tête les chemins de déconstruction antisexistes, antiracistes ou antihomophobes qui sont tracés par les collectifs qui occupent aussi le lieu. Il est cependant difficile de rester insensible quand tu fréquentes cet endroit, il y a des slogans qui interpellent et contribuent à une forme de « contagion », d'éveil de l'esprit critique.

Mai, peux-tu nous décrire le collectif TransPédéGouines (TPG) ?

Mai : Il y a une quinzaine d'années, ce sont Les Bastardes et le Glue Gand, le collectif de colleuses-eurs féministes et queers qui ont décidé d'organiser une Pride à Liège et qui ont donné vie au collectif TransPédéGouine. Au début, c'était juste un baffle et une dizaine de personnes qui dansaient autour, sous la pluie³. Aujourd'hui, on a grandi en nombre et en ambitions ! Outre l'organisation de la Pride tous les ans, notre but est de créer des espaces par et pour les personnes

queers, ce qui peut prendre plein de formes. On organise beaucoup de soirées, on aime bien faire la fête (rires). Dernièrement, on a organisé la projection du film *Astro* du réalisateur queer et bruxellois Nicky Lapiere. On organise aussi le Queer Market pour mettre en valeur les créations d'artistes queers locaux. Sur une semaine, ça représente plusieurs réunions avec en plus une réunion générale tous les mois et plein de groupes de travail dédiés à des aspects spécifiques comme l'organisation d'Halloween ou notre communication graphique.

Que représente la CC Kali aux yeux du collectif TransPédéGouines ?

Mai : L'autonomie politique c'était assez important pour nous. Nous étions aussi motivé·e·s par le besoin d'avoir un local, car c'était nécessaire d'avoir un lieu un peu stable où l'on puisse se réunir et réfléchir ensemble. On se sent bien ici. Ça nous rapproche d'autres collectifs, ça nous aide à évoluer entre nous et on espère qu'il va y avoir encore plus de collaborations à l'avenir.

L'équipe initiale n'était pas particulièrement féministe, mais depuis l'arrivée des collectifs féministes et queers, la couleur du lieu a vraiment changé. Plein de petites choses en attestent comme le contenu de la bibliothèque, les affiches, les pancartes telles que « la solution au viol est de ne pas violer ». Les toilettes sont un peu la mémoire de ce lieu, car toutes les inscriptions sur les murs témoignent de l'évolution des phases militantes dans cet espace commun.

Quels grands défis attendent la cafétéria collective à l'avenir ?

Il y a un gros enjeu pour les mois à venir, car le propriétaire vend le bâtiment ! Il a accepté de signer une option d'achat pendant deux ans afin de nous permettre de réunir la somme pour racheter les lieux (la vente concerne le rez-de-chaussée où se trouve la cafétéria, mais aussi les logements au-dessus et les bureaux de l'ASBL Voix De Femmes dans la cour attenante). Son prix ne bougera pas et c'est vraiment une aubaine parce qu'avec le tram qui arrive, le quartier risque de s'embourgeoiser et on n'aurait pas les moyens suffisants pour y rester.

Le projet de rachat se construit sur un modèle particulier, celui de la « propriété d'usage », qui nous est inspiré d'initiatives allemandes et françaises. Ça revient à complètement sortir un bien immobilier du marché pour le remettre, pour toujours, entre les mains de gens qui l'utiliseront dans le sens de ce pour quoi le lieu avait été créé. En Belgique, le modèle n'existe pas alors c'est tout un travail de statuts juridiques qu'on défriche. On va lancer une campagne de dons cet automne². On a reçu un agrément de la Fondation Roi Baudouin pour qu'il y ait une défiscalisation des dons. On devra aussi contracter des emprunts. Si ça marche bien, on pourrait rêver qu'au-dessus on ait carrément des espaces refuges pour les personnes vulnérables. On a établi dans le projet de la future fondation que les loyers de ces logements ne seraient pas indexés et resteraient en dessous des prix du marché.

Au début, on est venu-e-s ici parce qu'on n'avait pas de moyens financiers, mais maintenant on a envie d'y rester, même si parfois on est un peu limité-e-s par le manque de place. On est un collectif qui attire beaucoup de gens, dont certain-e-s ne sont pas forcément militant-e-s, et je pense que via nos soirées, on fait connaître ce lieu et ce pan de Liège un peu moins visible.

Ces gens qui ne sont pas militant-e-s au départ, penses-tu qu'après vous avoir fréquenté-e-s, elles-ils le sont un peu plus ?

Mai : C'est ce qu'on espère ! C'est un peu le but du collectif, on se veut assez proches des gens, accessibles à tou-te-s. On aimerait que notre Pride

reste, à l'avenir, reconnue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire réellement engagée et inclusive, mais qui ne cultive pas l'entre-soi, qui ne reste pas fermée sur elle-même. Chacun-e doit s'y sentir bienvenu-e, mais l'on ne devrait pas en arriver à brider nos convictions et valeurs pour plaire à tout le monde.



© Laudine Lahaye

Wokisme : personae non gratae

• Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

En février 2023, le centre d'études du Mouvement réformateur (MR) Jean Gol publie une nouvelle production : « Le wokisme, ce nouveau totalitarisme dont on ne peut prononcer le nom ». L'étude dénonce ainsi « une tendance permanente à l'autoflagellation qui finit par menacer la liberté d'expression, l'humanisme et jusqu'à la raison elle-même »¹. Mais qu'est-ce que le « wokisme » et pourquoi est-il tant craint, surtout par la droite ? Déconstruction d'une stratégie rhétorique visant à saper les luttes pour les droits sociaux.

Histoire d'un mot.. et de son détournement

Si « woke » entre dans le dictionnaire Robert en 2023, ce terme n'est pourtant pas nouveau. Dérivé du verbe anglais wake (« éveiller »), le mot prend un sens engagé aux USA dès le 19^e siècle, après l'abolition de l'esclavage. La notion fait alors référence au « réveil » des Noirs-Américains suite à des années d'esclavage, mais incite aussi à leur vigilance face à un quotidien rempli de dangers (*stay woke* signifiant rester vigilant)². Tout au long du 20^e-21^e siècle, diverses références soulignent les liens entre woke et lutte contre les inégalités raciales. Le Hashtag #StayWoke est notamment repris en 2014 par le mouvement antiraciste Black Lives Matter à la suite du meurtre de Michael Brown, abattu par un policier blanc.

C'est à cette époque que le sens du terme woke s'étend pour définir l'ensemble des personnes luttant contre les inégalités sociales : militant-e-s LGBTQIA+, féministes, écologistes, antiracistes... plutôt jeunes et issus des milieux universitaires³. Le mot devient « fourre-tout », car il regroupe des publics hétérogènes et très diversifiés.

Peu à peu, son usage initialement positif va être détourné de façon cynique et péjorative par des personnalités politiques et divers médias. Aujourd'hui, peu de personnes s'identifient comme étant woke, tant le terme a été vidé de son sens originel⁴.

Ainsi Bart De Wever, président de la NVA qualifie le « wokisme » de « guerre qui ruine de l'intérieur la société occidentale »⁵.

Avant le « wokisme », il y a eu la lutte contre le « politiquement correct », les « bobo-gauchistes », les « féminazies » ou encore « l'islamo-gauchisme ». Ces termes très englobants et flous sont avant tout brandis comme des idéologies menaçantes face à l'ordre établi par les personnes qui se sentent menacées par des idées progressistes.

Les wokes : une menace pour les privilèges de l'homme blanc

Nous vivons dans une société patriarcale. Le pouvoir en place est majoritairement détenu par une petite frange de la population masculine, blanche, aisée, hétérosexuelle, valide et cisgenre. Ces personnes jouissent de privilèges qui favorisent leur ascension sociale, professionnelle et financière. Elles sont représentées comme une norme : la société est pensée par et pour elles. Les individus qui ne se retrouvent pas dans cette norme (les femmes, les personnes racisées, LGBTQIA+, en situation de handicap, etc.) sont pénalisés par une absence de prise en considération de leurs besoins/réalités. Quant aux personnes qui luttent contre les inégalités, elles menacent l'ordre établi et, par extension, les privilèges de cette population. Ces dernières représentent donc des menaces qu'il faudrait à tout prix écarter.

Les luttes pour les droits sociaux au 20^e siècle nous l'ont montré, quand le progressisme gagne du terrain, le retour de bâton (aussi appelé backlash, voir numéro 84 de Femmes Plurielles) n'est jamais bien loin ! Censure, attaques, harcèlement... Les militant-e-s subissent de plein fouet cette violence. Leur combat est ainsi présenté comme « violent », « illusoire », « idiot », « dangereux », avec pour objectif de décrédibiliser leur propos et de maintenir un *statu quo*. Passer du terme woke, considéré comme positif, à un mot cynique et moqueur fait partie de cette stratégie visant à réduire à néant les combats militants.

Le fait d'être « éveillé-e » n'est pas une menace pour la démocratie, mais plutôt une menace pour la majorité dominant une minorité.

Par ailleurs, brandir la menace woke dans l'inconscient collectif permet de détourner la population d'autres questions particulièrement préoccupantes telles que la montée des inégalités sociales et de genre, l'ultralibéralisme, les dérèglements climatiques, etc. Comme expliqué dans une tribune de Mr Mondialisation, « des idéologies de haine et d'élitisme

1. L'autonomie politique vise l'action directe, en rupture avec les partis politiques et organisations syndicales « traditionnelles » reconnues par l'État.
2. Pour faire un don, rdv sur <https://www.cckali.be/campagne/>
3. En juin 2023, la Ville de Liège annonçait l'organisation, en août 2024, d'une Pride à Liège, « une première en Wallonie » selon le communiqué. C'était oublier les précédentes éditions des Fiertés namuroises, la City Pride à Mons ou encore la Pride déjà organisée à Liège par le collectif TPG... Source : <https://lstu.fr/B-Fd6LYE>.



Photo de manifestation, Paris - © Thomas de Luze

[...] véritablement systémiques et structurelles, profitent du beurre pour continuer bon train et empêcher le débat, au nom contradictoire d'une liberté d'expression (la leur)»⁶.

Le principe de panique morale pour détourner des inégalités⁷

Une panique morale est l'exagération d'un phénomène minoritaire présenté comme une menace. Les personnes wokes sont ainsi présentées comme un danger, notamment par les mouvements de droite qui utilisent un vocabulaire anxiogène pour les définir (menace, invasion, terreur, etc.) et qui les accusent de tous les maux de la société.

La panique morale se base sur des situations existantes. Mais ces faits sont instrumentalisés, présentés sans nuances et orientés pour illustrer une situation spécifique et dramatiser (voir encadré avec l'affaire «Autant en emporte le vent»). Par exemple : on accuse les wokes de vouloir effacer l'histoire en déboulonnant des statues, en censurant des œuvres ou en boycottant des personnes. Ces phénomènes existent, mais sont généralement à nuancer et ne prennent pas en compte la pluralité des actions menées par les structures/associations (pétitions, manifestations non violentes, demande de contextualisation pour des œuvres controversées, etc.). Par ailleurs, si l'on évoque régulièrement une attaque des wokes en matière de censure, «l'effacement» ou les adaptations de certaines œuvres visent avant tout des enjeux économiques. La décision d'effacer des passages d'une œuvre ou d'en adapter certains propos est avant tout la décision de celles et ceux «qui ont le pouvoir et le gouvernement»⁸.

Ces contenus médiatiques déformant la réalité s'inscrivent dans un contexte de «surinformation» et de forte mise en concurrence des différents médias. Il faut produire vite et susciter le clic, les réactions, les commentaires, ce qui favorise la désinformation.

Il est donc indispensable de prendre un certain recul critique face à ces actualités qui servent à nourrir des polémiques stériles et entretenir un sentiment de menace.

Choisir ses combats

Défendre l'égalité est un combat de longue haleine où l'on se sent parfois démunie et épuisée. C'est à la fois se battre pour et contre. Pour plus d'égalité et contre des stéréotypes tenaces, parfois au sein même de son propre réseau professionnel et/ou intime. C'est défendre une utopie réaliste, un idéal nécessaire.

UN EXEMPLE DE PANIQUE MORALE : L'AFFAIRE «AUTANT EN EMPORTE LE VENT»

En 2020, la plateforme de streaming HBO Max aurait censuré le film culte *Autant en emporte le vent* en pleine vague du mouvement Black Lives Matter. Ce classique multirécompensé de 1939 est, depuis des décennies, pointé du doigt pour son apologie du racisme et sa romantisation de l'esclavage. Très vite, Internet, les médias et des personnalités publiques s'emballent et dénoncent une pratique totalitaire⁹, un «délire idéologique»¹⁰. Pourtant, HBO a juste retiré temporairement le film afin de lui ajouter une contextualisation précisant le caractère raciste de l'oeuvre. Même si la plupart des articles précisaient cette info dans le corps de l'article, les titres de certaines publications laissaient sous-entendre que le film était tout simplement enlevé et donc censuré¹¹. Face à une actualité présentée sans nuances, semblant de prime abord refléter une importante atteinte à la liberté d'expression, l'information a été relayée en masse via les réseaux sociaux puis reprise par effet de rebond par divers médias¹².

En décrédibilisant le progressisme, ses détracteurs cherchent à faire croire aux militant·e·s qu'elles-ils sont seul·e·s face aux moulins à vent. Diviser pour mieux régner.

Pourtant, les mouvements féministes, écologistes et antiracistes n'ont jamais été autant visibles (même si parfois, c'est pour mieux les critiquer). La convergence des luttes est une piste pour illustrer la multiplicité et la diversité des combats qui animent notre société aujourd'hui. C'est aussi une façon de rassembler les énergies et d'attirer l'attention des médias. Regagnons le terrain du récit pour offrir à notre société de nouveaux mondes à imaginer. Dénonçons les œuvres rétrogrades en favorisant le dialogue, la déconstruction et la contextualisation.

Plutôt que brandir l'épouvantail woke comme une menace, il serait pertinent de mieux choisir ses combats et de lutter contre les réels dangers pour nos démocraties. La montée de l'extrême droite en Europe et dans le monde menace les droits des femmes et des minorités de race et de genre. Luttons contre la banalisation des discours LGBTphobes, sexistes, racistes¹³.

Enfin, les médias sont le reflet de notre société. Mieux comprendre leurs mécanismes permet de lutter contre les représentations stéréotypées/la désinformation et de valoriser un usage critique de ces outils. Il nous semble donc indispensable de former nos publics à un usage raisonné et critique des médias.

1. GEERTS Nadia, «Le wokisme, ce nouveau totalitarisme dont on ne peut prononcer le nom», *Étude Centre d'études Jean Gol*, 27/02/23, <https://tinyurl.com/v2f8nw5r>.
2. LAGARDE Yann «À l'origine du mot "woke", un mot d'argot propre à l'expérience des Afro-Américains», *Radio France*, 21/10/21, <https://tinyurl.com/f9fr6fce>.
3. Le milieu universitaire est ainsi présenté par les détracteurs des wokes comme un lieu élitiste en opposition au «peuple». Pour en savoir plus : <https://tinyurl.com/2p8zkwma>.
4. LORRIAUX Aude, «Comment le mot «woke» est devenu une arme pour torpiller les militants anti-discriminations», *20 minutes*, 6 juillet 2021, <https://tinyurl.com/399rjrjz>.
5. DEJACE Thibault, «Quand le MR et la N-VA s'attaquent au "wokisme"», *Moustique*, 6 mars 2023, <https://tinyurl.com/mwkv7nuu>.
6. MR MONDIALISATION, «"Wokisme" : le nouveau fantasme réac pour rester dans le déni», *Mr Mondialisation*, 13/01/22, <https://tinyurl.com/24nbjysj>.
7. MAHOUEAU Alex, *La panique woke - Anatomie d'une offensive réactionnaire*, op. cit., p. 91.
8. RADIO FRANCE, «"Woke", "Cancel culture" : qui annule quoi ? avec Laure Murat», *Radio France*, 12 janvier 2022, <https://tinyurl.com/mw2evnpz>.
9. WESSBECHER Louise «"Autant en emporte le vent" : ce qui pose problème et ce qu'on peut y faire», *Huffington Post*, 10/06/2020, <https://tinyurl.com/3ds94cp3>.
10. *Ibid.*
11. TURCAN Marie, «"Autant en emporte le vent" n'est pas censuré, mais la polémique facile a gagné», *Numérama*, 11/06/2020, <https://tinyurl.com/5n8j84y2>.
12. *Ibid.*
13. CORBIN Anaïs, La culture «Woke» : ce mouvement militant qui inonde les réseaux sociaux, *RTBF*, 20/10/21, <https://tinyurl.com/bdsw3v8b>.

Quand l'extrême droite surfe sur la vague du féminisme

• Florence Vierendeel • Chargée d'études et de communication politique •

Depuis quelques années, l'extrême droite gagne du terrain en Europe. Cela se traduit par l'élargissement tant de sa base électorale que de sa présence médiatique. Ce phénomène est lié à une stratégie efficace de lissage de son discours, qui s'illustre, notamment, par son instrumentalisation de certaines luttes sociales. Mais ne nous laissons pas bernier, ces partis n'ont rien de solidaire ni de féministe...

Des méthodes douteuses pour capter un électorat féminin

La modification progressive de l'image de l'extrême droite auprès du public est le fruit de plusieurs méthodes, dont le rajeunissement et la féminisation de leurs figures politiques. Leur cible : un électorat masculin, jeune et peu diplômé¹, mais pas que... Pour ces partis rêvant de gouverner, la conquête de l'électorat féminin, qui pendant longtemps ne leur a pas accordé ses faveurs², est pratiquement indispensable.

Et quoi de mieux que de surfer sur la vague du mouvement #MeToo pour tenter de grappiller un maximum de votes ? Pour s'insérer dans le débat, ces mouvements vont fonder leur argumentaire autour d'une idée centrale, défendre la « femme blanche européenne » de l'ennemi numéro 1 de la nation : « l'immigré violeur », très souvent musulman, qui symbolise, à lui seul, les violences perpétrées à l'égard des femmes. De ce raisonnement émane un discours plus global, opposant la civilisation occidentale, laïque et émancipée au monde arabo-musulman patriarcal, intégriste et archaïque. La supériorité du peuple blanc et européen est revendiquée face à des hommes étrangers nécessairement fanatiques et violents qui ne partagent pas « nos » valeurs et dont les femmes sont des victimes³. Comme si l'égalité était atteinte « chez nous »...

Ce « fémonationalisme »⁴, comme le nomme la sociologue anglaise Sara R. Farris, n'est donc qu'un prétexte idéal pour jouer sur le sentiment d'insécurité de la population, rejeter l'islam et alimenter/renforcer cet antagonisme entre le « nous », le bien, l'acceptable, le modèle à suivre et les « autres »⁵. Si ces partis adoptent de tels discours, c'est évidemment qu'ils ont quelque chose à y gagner⁶, et cela n'a rien de réjouissant...

Leur vrai visage

Dans les faits, l'extrême droite n'a jamais défendu les droits des femmes. Au contraire, ces partis fondent leur argumentaire sur l'inégalité immuable entre les peuples, les cultures, les races⁷, les civilisations... et entre les femmes et les hommes. Leur projet politique est clair : revenir au modèle traditionnel de la famille nucléaire hétérosexuelle. Dans ce cadre, chacune a un rôle bien établi à jouer. Les femmes sont uniquement perçues comme complémentaires et dépendantes des hommes. Leur devoir premier est de procréer pour assurer le maintien de la nation. Celles-ci doivent donc se conformer à un modèle unique où elles agissent uniquement dans la sphère privée en tant qu'épouse et mère de famille et sont en charge de l'éducation, de la transmission des valeurs. La famille, elle, est considérée comme valeur de base de la nation placée sous l'autorité, so-disant « naturelle », du père. Cette famille doit être nombreuse, blanche et organisée autour d'un couple composé d'une femme et d'un homme, idéalement uni-e-s par les liens du mariage⁸.

Pour l'extrême droite, le féminisme, qui prône l'émancipation des femmes face à tous ces carcans, représente donc plutôt un danger. C'est d'ailleurs pour cette raison que les figures principales de ces mouvements accusent aujourd'hui les militant-e-s progressistes de « wokisme »⁹, l'objectif étant de les discréditer et de polariser davantage l'opinion publique en leur faveur.

Les mouvements féministes, porteurs d'espoir face aux extrémismes

Les droits des femmes ne seront jamais acquis et ça, les mouvements féministes en sont bien conscients. L'extrême droite a toujours représenté une menace. Elle met en péril

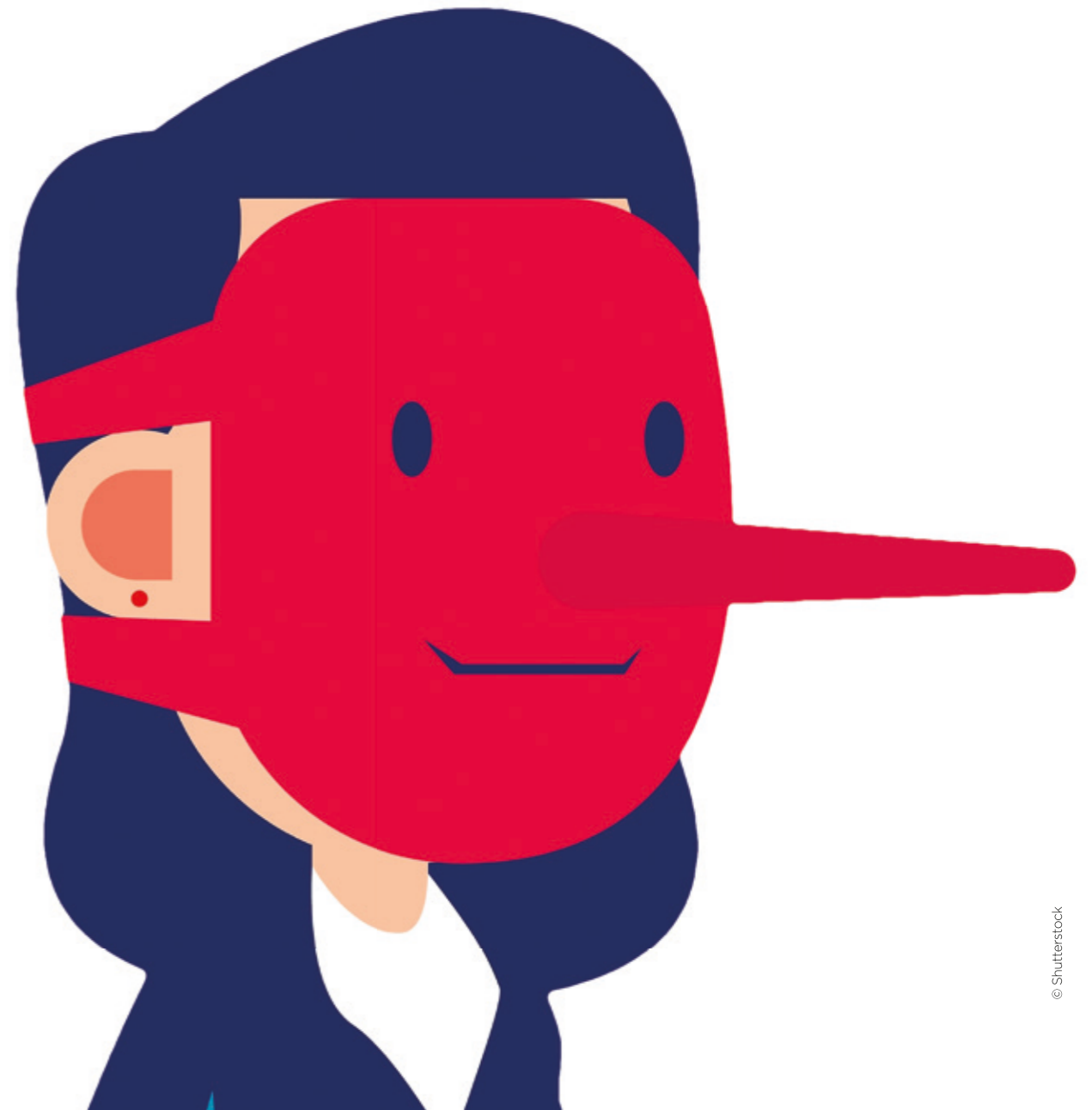
l'ensemble de la démocratie, et d'autant plus les avancées obtenues par les femmes et les minorités de genre. Mais aujourd'hui, pour contrer ce conservatisme, les femmes du monde entier parviennent à se soutenir, à s'entraider, la lutte est mondiale. On pensera, par exemple, au mouvement « Ni Una Menos », en Argentine, qui a commencé par lutter contre les féminicides et les violences faites aux femmes et qui, progressivement, est devenu un mouvement de masse dans les pays d'Amérique du Sud et centrale et même en Europe¹⁰. Ces militant-e-s ont conscience qu'il faut inclure toutes

les femmes - dont les femmes les plus impactées par les violences patriarcales¹¹ - dans leur lutte. Mais aussi que leur argumentaire doit lier antiracisme, antifascisme et anticapitalisme afin de proposer de véritables alternatives dans la façon de faire société. C'est en cela que ces mouvements agissent en tant que remparts face aux discours de l'extrême droite. Ce sont eux qui nous montrent qu'un monde meilleur et égalitaire est envisageable. Et cette lueur d'espoir est une arme redoutable face à l'obscurantisme des extrémismes.

1. BIARD Benjamin, « Extrême droite : "La stratégie de lissage du discours pour accéder au pouvoir fonctionne" », *Les Analyses du CRISP* en ligne, 01/11/2019, <https://urlz.fr/ncdX>.
2. PONCIAU Ludivine, « Élections françaises : pourquoi tant de femmes roulent pour l'extrême droite ? », *Le Vif*, 07/03/2022, <https://urlz.fr/nWLZ>.
3. FRANCOIS Stéphane, « Comment l'extrême droite s'est réapproprié le féminisme ? », *Slate*, 11/06/2022, <https://urlz.fr/nWMA>.
4. Ensemble des discours qui appellent à des mesures xénophobes et/ou islamophobes pour garantir l'égalité de genre, dans une société occidentale où l'état est présenté comme irrécusable sur la question.

5. COTTAIS Camille, « Féminisation et montée de l'extrême droite en Europe : le cas de la France », *Grow Think Tank*, 25/07/2022, <https://urlz.fr/nWMM>.
6. BADER Dina, « Sara R. Farris : In the Name of Women's Rights. The Rise of Fémonationalism », *Nouvelles Questions Féministes*, vol.37, no. 1, 2018, <https://urlz.fr/nWMM>.
7. Aujourd'hui, certains milieux militants se revendiquent en tant que « groupe racisé » (réappropriation du terme) afin de visibiliser les discriminations dont elles-ils sont victimes dans la société sur base de cette supposée « race », qui, elles, sont bien réelles et ne peuvent être passées sous silence.
8. LÉONARD Juliette, « Féminisation de l'extrême

droite. La comprendre pour mieux la combattre ? », *Collectif contre les violences familiales et l'exclusion*, décembre 2022, <https://urlz.fr/nWMM>.
9. Terme utilisé, dans un sens détourné et de manière péjorative et polémique, pour discréditer diverses idées progressistes défendues par des courants de gauche visant à protéger des minorités contre des systèmes qui les oppriment.
10. WEISS Pauline, « En Amérique latine, les féministes s'unissent et inspirent le monde entier », *Marie Claire*, <https://urlz.fr/nWMS>.
11. Femmes « racisées », femmes migrantes, femmes transgenres...



L'intersectionnalité comme outil politique

• Julie Jansen • Chargée de projets Soralia •

L'intersectionnalité est un concept de plus en plus mobilisé dans les milieux militants. Mais concrètement, comment mettre en pratique les enjeux qu'elle recouvre ? Cette notion est étudiée et théorisée depuis des années dans le champ des sciences sociales. Toutefois ce concept est loin d'être hors-sol et abstrait, il puise toute sa richesse dans des vécus réels¹.

Au croisement des inégalités

Le terme intersectionnalité est formulé en 1989² par la juriste afro-américaine Kimberlé Crenshaw pour représenter les réalités spécifiques des femmes noires, à la fois exclues des mouvements féministes et des luttes antiracistes. Tandis que le féminisme est associé aux femmes blanches de classes moyenne et supérieure, l'antiracisme est quant à lui assimilé aux hommes noirs³. Le racisme est alors jugé comme secondaire dans les luttes féministes,

et le sexisme jugé secondaire dans les luttes antiracistes. À priori concernée par ces deux luttes, une femme noire ne vit pourtant pas le racisme comme un homme noir, ni le sexisme comme une femme blanche. Ces deux discriminations sont teintées par la position particulière qu'elle occupe dans le monde social, et ne peuvent être envisagées séparément.

L'intersectionnalité n'est pas le simple cumul ou l'addition des oppressions, mais plutôt la façon dont

les discriminations interagissent les unes avec les autres pour créer des positions complexes. En ce sens, nous devons veiller à ne pas homogénéiser le vécu de toutes les femmes, car elles ne vivent pas les mêmes difficultés. Le genre, l'orientation sexuelle, l'origine sociale, entre autres, sont autant d'éléments à prendre en compte. Sans jamais oublier la race⁴ qui reste constitutive de l'ADN de l'intersectionnalité ; son origine étant profondément liée aux luttes des personnes racisées⁵.

Comment n'oublier personne dans les luttes sociales ?

L'intersectionnalité est un excellent outil politique pour activer une convergence des luttes. C'est grâce à la reconnaissance de la pluralité des voix que nous pourrons produire du commun.

D'abord, nous devons apprendre à nous décentrer et nous sentir concerné-e-s par les autres. Il faut « se poser l'autre question⁶ », c'est-à-dire envisager tout ce que l'on omet, même inconsciemment, dans nos mouvements. C'est se demander à chaque étape d'un projet : qui ai-je oublié ? Quel aspect n'ai-je pas pris en compte ? Il s'agit d'être attentives et attentifs aux autres et à leurs besoins, tout en assumant le fait que l'on ne peut pas individuellement penser à tout. C'est en effet un privilège d'oublier ou de ne pas être oublié-e, et nous devons être capables de le reconnaître.

« La véritable solidarité politique, c'est apprendre à lutter contre des oppressions qu'on ne subit pas soi-même » bell hooks⁷

Nous devons nous impliquer dans la lutte contre les oppressions que nous n'expérimentons pas directement. C'est pourquoi il est indispensable de consulter les personnes concernées, expertes de leurs vécus, et non d'adopter une posture de sauveuse-eur. L'espace social est composé d'une multitude d'existences, il n'y a pas de lutte primaire commune à toutes et tous. L'importance accordée à un facteur de discrimination plutôt qu'à un autre varie selon les oppressions vécues par chacun-e. Nous devons donc décloisonner nos luttes en co-crédant des espaces, des projets et des activités entre mouvements, associations et collectifs de luttes sociales différentes, mais aux objectifs communs de transformation sociale.

1. Pour aller plus loin : ANONYME, « Penser les luttes contre les discriminations de manière multidimensionnelle : l'intersectionnalité », *Analyse Soralia*, 2022, URL : <https://tinyurl.com/ysuym4yc>.
2. Dans cet article intitulé : « Démarginaliser l'intersection de la race et du sexe : une critique féministe noire du droit antidiscriminatoire, de la théorie féministe et des politiques de l'antiracisme », *Droit et société*, 2021/2 (N° 108), pp. 465-487. URL : <https://tinyurl.com/yx8zx6zr>.
3. Pour aller plus loin : HOOKS bell, *Ne suis-je pas une femme ?*, coll. Sorcières, éditions Cambourakis, 2015.
4. Pour rappel, la race est sociale et non biologique. Bien qu'elle n'ait aucun fondement scientifique, la race reste une catégorie utilisée pour visibiliser les vécus et discriminations des différents groupes ethniques.
5. BILGE Sirma, « Le blanchiment de l'intersectionnalité. » *Recherches féministes*, volume 28, numéro 2, 2015, pp. 9-32. URL : <https://tinyurl.com/5n8d85fn>.
6. Mari Matsuda citée dans LÉPINARD Éléonore et MAZOUZ Sarah, *Pour l'intersectionnalité*, Anamosa, 2021.
7. bell hooks tenait à ce qu'on écrive son nom sans majuscule, car l'universitaire ne voulait pas qu'on se souvienne d'elle mais d'abord qu'on lise ses livres.

S'allier à un combat qui ne nous concerne pas

• Maï Paulus • Chargée d'études et de projets Esenca •

Quel(s) rôle(s) et quelle place devraient occuper les personnes alliées « valides » dans les luttes anti-validistes¹ ? Quelle y est la place des associations qui représentent les personnes en situation de handicap ? Exploration.

Un-e militant-e allié-e, c'est une personne qui, de manière active et constante, soutient des communautés et des causes, leur est solidaire et défend leurs intérêts². Cette personne alliée n'est pas forcément concernée par l'oppression contre laquelle elle sensibilise et lutte. Elle ne fait pas « partie » de la minorité qu'elle défend. Ne pas être concerné-e par une cause ne signifie toutefois pas qu'on ne peut pas s'informer, être sensible aux problématiques, agir, militer, prendre conscience de ses privilèges dans certains contextes. Chacun-e peut, dans son quotidien, apporter une pierre à l'édifice en s'informant et sensibilisant à son niveau, mais aussi en portant des débats, des réflexions dans sa sphère privée, professionnelle, etc.

Être allié-e, pas sauveuse-eur

De la même manière qu'un homme cisgenre peut militer pour les causes féministes, une personne valide peut chercher à soutenir les revendications anti-validistes des personnes en situation de handicap. Mais attention, il convient de différencier la notion de personne alliée avec celle de sauveuse.

La posture de l'allié-e est solidaire, humble, sans cesse en questionnement, alors que celle de sauveuse ou sauveur se situe plutôt dans la charité, le paternalisme et la tolérance³ au lieu de mettre au défi ses propres croyances⁴. À ce titre, l'une des pratiques essentielles dans la militance vis-à-vis d'une cause qui ne nous concerne pas directement est d'aller à la recherche d'articles, de livres, de films, de podcasts qui traitent de la thématique et des questions qui la traversent. Concrètement et en parallèle, en matière de lutte contre le validisme, les allié-e-s peuvent mettre en place un tas de réflexes militants, tant dans leur sphère privée que professionnelle⁵.

« **Rendre les événements/rencontres sociales accessibles** : une grande partie de personnes en situation de handicap sont socialement isolées et n'ont pas les moyens de se rendre à des événements. Il est donc nécessaire de les rendre accessibles,

via des informations claires, une accessibilité physique totale à l'événement (depuis la place de parking disponible jusqu'à la salle), des interprètes mis-es à disposition au besoin, des lieux de repos, etc. À ce titre, en France, certaines actions ont été menées par des collectifs militants dans le but de boycotter les lieux inaccessibles aux personnes en situation de handicap. »

« **Comprendre le privilège intellectuel** : il faut savoir que le QI a été utilisé comme un moyen oppressif de contrôle social et a été jadis mis en œuvre par les mouvements eugénistes. [...] Accentuer l'intellectualisme (le privilège intellectuel) renforce l'idée que les gens devraient se conformer à une forme d'intelligence – c'est-à-dire, l'« intelligence » comme définie dans les milieux blancs, valides, élitistes et universitaires. Prenez conscience qu'il existe de nombreuses formes d'intelligences et que les gens peuvent être magnifiques et remarquables, quelle que soit leur intelligence perçue. Veillez à inclure toutes les personnes. Nous avons tou-te-s de précieuses façons de contribuer. »

« **Adopter différentes formes de communication** : tout le monde ne peut ou ne veut pas communiquer verbalement. Certaines personnes préfèrent communiquer non verbalement, d'autres communiquent avec leurs corps. Prenez en compte qu'il existe des gens qui ne veulent pas communiquer, toucher, ou s'engager socialement autant que vous. [...] Ça signifie simplement que les façons dont nous nouons des liens ne vous sont peut-être pas familières. Essayez de ne pas faire d'interprétations concernant le contact visuel ou le langage corporel. Demandez toujours avant de toucher quelqu'un-e. N'imposez jamais de contact visuel. Valorisez les contributions des timides et des introverti-e-s – pas seulement des extraverti-e-s ! »

« **Éviter d'utiliser des stéréotypes pour parler du handicap de quelqu'un-e** : les présupposés et les stéréotypes peuvent être blessants et offensants. Ne partez jamais du principe que c'est notre rôle de vous éduquer sur nos handicaps. »

« **Contrôler votre langage validiste** » : en effet, pour certaines personnes valides, le handicap est considéré comme pire que la mort⁶ avec des phrases de type : « plutôt mourir que d'avoir à vivre dans ta situation ». D'ailleurs, certaines personnes n'étant pas directement concernées par l'oppression contre laquelle elles veulent lutter peuvent porter des discours maladroits et agir d'une manière contre-productive. »

La transition vers une société plus inclusive peut aussi émaner des personnes valides, mais sans voler ni la place, ni la parole des personnes concernées. L'important est de bien s'informer soi-même, en se documentant de différentes façons et en écoutant les personnes concernées (comme le stipule notamment l'article 4§3 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées des Nations Unies⁷ : « rien sur nous sans nous » !), d'accepter de se remettre en question, de déconstruire ses schémas mentaux et ses préjugés et de se remettre en question pour contribuer à une société plus inclusive et plus juste pour tout le monde. La force d'une communauté d'allié-e-s est alors très grande, car elle porte d'abord et amplifie ensuite les voix des personnes opprimées.

1. Le validisme, représente une société pensée par et pour les personnes valides. C'est un monde où des discriminations sont établies sur base de capacités humaines, psychologiques, intellectuelles ou physiques.
2. Définition du Gouvernement du Canada : <https://tinyurl.com/4wd5y7vd>.
3. Voir le post Facebook des CHEFF ASBL pour d'autres exemples : <https://tinyurl.com/488y9cwn>.
4. Cette posture fait également écho à l'inspiration porn qui est une manière de représenter des personnes en situation de handicap en tant qu'objets d'inspiration en posant un regard exagéré sur leur handicap. Cette objectification perpétue les attitudes, les stéréotypes et comportements validistes et entraîne de nombreuses conséquences. Plus d'infos : <https://tinyurl.com/3e9j59ms>.
5. Tirés du blog Access Culture : <https://tinyurl.com/52dacssy> et traduit participativement par Zinzin Zine : <https://tinyurl.com/3dbat7mx>.
6. Nous vous invitons à lire ce témoignage « Les mots qui tuent : l'épidémie de langage validiste dans les médias » : <https://tinyurl.com/fearsjhc>.
7. ONU, Convention relative aux droits des personnes handicapées : <https://tinyurl.com/2drkxkc>.

Pour en savoir plus : PAULUS Maï, « S'allier à un combat qui ne nous concerne pas directement », Analyse Esenca, 2023, URL : <https://www.esenca.be/analyse-2023-sallier-a-un-combat-qui-ne-nous-concerne-pas-directement/>.



Femmes cis et trans : des luttes pas si éloignées

• Margot Foubert • Chargée de projets Sofélia •

Depuis plusieurs années, l'inclusion des personnes trans¹ et, en particulier, des femmes trans au sein des combats féministes fait débat. On a pu le constater via une polémique visant le Planning familial français pour sa volonté d'inclure les réalités trans dans ses campagnes de communication². Les luttes féministes sont pourtant indissociables des luttes pour les droits des personnes trans.

Des vécus communs à toutes les femmes

En 2020, l'une des figures principales du mouvement féministe français de collages contre les féminicides comparait l'implication des femmes trans dans le féminisme à « une nouvelle tentative masculine pour empêcher les femmes de s'exprimer »³. Cet argument reprend une rhétorique héritée de *The Transsexual Empire : The Making of The She-Male*, écrit en 1979 par Janice Raymond. Dans ce livre, l'autrice affirme que les femmes trans sont des hommes voulant prendre part aux combats féministes⁴, qu'elles jouent avec les stéréotypes et sont artificielles⁵. Ce livre perpétuant une transphobie évidente est encore très influent⁶ et divise au sein des mouvements féministes.

Pourtant, une personne va vivre du sexisme dès qu'elle sera perçue comme femme⁷. Il existe donc des similarités entre des vécus de femmes cis⁸ et de femmes trans. En effet, les discriminations subies, le



rapport aux hommes, à l'espace public, à la sexualité, etc. peuvent être similaires, que ce soit avant, pendant et après une éventuelle transition⁹.

Ces vécus communs s'expliquent par l'existence d'un ennemi commun lui aussi : le patriarcat¹⁰. En effet, en érigeant les hommes cisgenres en êtres supérieurs par rapport au reste de l'humanité et en différenciant précisément les rôles attendus de la part des hommes et des femmes, le patriarcat rend inimaginables les transitions de genre¹¹. C'est d'autant plus considéré comme condamnable pour les femmes trans puisqu'elles rejettent les codes masculins qui sont les codes valorisés par ce même patriarcat. Plus précisément, ces dernières, au croisement entre le sexisme et la transphobie vivent de la transmisogynie,

c'est-à-dire des discriminations visant spécifiquement les femmes trans.

La transmisogynie est néfaste pour toutes les femmes. Par exemple, les personnes transphobes considère les femmes trans comme des « hommes infiltrés », pour reprendre l'argument de Janice Raymond. Il paraît alors important pour elles de pouvoir les « détecter », afin de s'en protéger. Traquer des caractéristiques physiques jugées comme étant en dehors des normes attribuées habituellement aux femmes (épaules larges, pilosité, etc.) produit un contrôle renforcé des corps de toutes les femmes, qu'elles soient trans ou non¹².

Par ailleurs, rappelons que les personnes trans représentent une minorité. L'idée reçue d'« épidémie » de personnes trans a pourtant encore la vie dure¹³.

La nécessité d'une convergence des luttes

Pour toutes ces raisons, une réelle convergence des luttes entre toutes les personnes susceptibles d'être victimes de violences sexistes est nécessaire. Cela inclut les femmes cis, les femmes trans, mais aussi toutes les personnes non binaires¹⁴ qui pourraient, elles aussi, être victimes de sexisme. Le débat incessant sur la légitimité des femmes trans à prendre part aux mouvements féministes fait le jeu du patriarcat en opposant des femmes entre elles¹⁵. Alors qu'une convergence permet de faire front commun contre des oppressions parfois très similaires.

Les féministes ayant des discours transphobes sont peu nombreuses, mais elles sont visibles et font beaucoup parler d'elles¹⁶. Pourtant, selon plusieurs sociologues, cette convergence existe depuis longtemps, précisant que « dans la plupart des espaces féministes, la convergence des luttes entre personnes trans et femmes cisgenres [...] est déjà à l'œuvre »¹⁷.

Il existe des besoins et des revendications différentes entre les femmes cis et les femmes trans, tout comme il en existe entre les femmes blanches et les femmes noires. Mais loin de l'universalisme qui gommerait toutes ces différences au profit uniquement des femmes cis blanches, la convergence des luttes permet de faire front commun, solide et fort contre le patriarcat¹⁸ !

1. Une personne trans(genre) est une personne qui ne s'identifie pas complètement à, et/ou questionne le sexe qui lui a été assigné à la naissance.
2. 20 MINUTES AVEC AFP, « Transgenre, soutiens (ou pas)... Tout comprendre à "l'affaire du Planning familial" », *20 minutes*, 26/08/2022, <http://tinyurl.com/mu76cnpj>.
3. STERN Marguerite, *Twitter*, 22/01/2020, <http://tinyurl.com/2pvmuamr>.
4. HINES Sally, « The feminist frontier: On trans and feminism », *Journal of Gender Studies*, 2017, <http://tinyurl.com/3kt9bxu4>.
5. SERANO Julia, *Whipping Girl : A Transsexual Woman on Sexism and the Scapegoating of Femininity*, Emeryville, 2007.
6. *Ibid.*
7. TOUTES DES FEMMES, *FAQ : Mythes et mensonges sur les personnes trans*, <https://tinyurl.com/4h9zsdsh>.
8. Une personne cis (genre) est une personne dont l'identité et l'expression de genre correspondent au sexe qui lui a été assigné à la naissance.
9. LA CAROLOGIE, « Six pièges à éviter du discours anti-trans », *YouTube*, 10/09/23, <https://tinyurl.com/3hcpcmr>.
10. POHER CAMILLE, « Transidentité et féminisme, une relation "parsemée d'incompréhensions et d'envie de comprendre" », *20 minutes*, 14/09/22, <https://tinyurl.com/y9jyue7p>.
11. *Ibid.*
12. LA CAROLOGIE, « Six pièges », *op. cit.*
13. À ce sujet, voir Foubert Margot, « Une épidémie trans « , vraiment ? », *Analyse Soralia*, septembre 2023, <https://tinyurl.com/y57xad3h>.
14. « "Non-binaire" est un terme parapluie qui désigne tout un spectre de possibilités entre les identités strictement féminines et masculines. » Voir VOLFSON Olga, « Que veut dire non-binarité ou non-binaire ? Reprenons les bases ! », *Têtu*, 14 juillet 2021, <https://tinyurl.com/yvss4cj7>.
15. LEXIE, « Le transféminisme », *Sisterhood*, 03/11/22, <https://tinyurl.com/45n682pk>.
16. HINES Sally, *The feminist frontier*, *op. cit.*
17. POHER CAMILLE, « Transidentité et féminisme », *op. cit.*
18. LEXIE, « Le transféminisme », *op. cit.*

Burn-out militant : une complicité collective

• Anissa D'Ortenzio • Chargée d'études Soralia •

Au détour de ce titre « coup de poing » se cachent des réalités militantes silencieuses et silencieuses. Le burn-out militant dégrade la santé des travailleuses-eurs et des bénévoles et les fait parfois quitter le secteur non marchand. Ce mal-être, aux causes et intensités multiples, est un cri d'alarme¹ sur le coût physique et psychique de l'engagement (souvent au féminin)! Comment expliquer cette situation? Hors du caractère individuel du burn-out, quels sont les effets collectifs et structurels qui impactent le militantisme belge? Enquête en eaux troubles.

Le côté obscur de la force militante : pièces à conviction²

La référence au burn-out militant a été popularisée ces dernières années par les féministes qui ont repris ce concept issu à l'origine des sciences du travail. Celui-ci est défini comme un état chronique d'épuisement dont les symptômes sont une fatigue physique et émotionnelle intense, une déshumanisation des relations interpersonnelles (la personne perçoit les autres bénévoles, les collègues ou les bénéficiaires des actions avec un certain détachement) et une perte de sens (la personne a l'impression de n'avoir rien accompli et d'être inefficace). On n'est peut-être pas à l'usine³, mais certaines spécificités de l'engagement militant peuvent être considérées comme des facteurs de risques. Citons par exemple le fait d'être réduit à son identité militante (être la féministe de service à qui l'on peut tout demander, tout le temps), le syndrome vicariant⁴, et les discriminations vécues par les militant-e-s. Le burn-out militant n'est pas seulement un problème individuel, il est aussi éminemment collectif. « Pour les spécialistes, le burn-out des militant-e-s et des bénévoles est l'un des obstacles majeurs à la pérennité des mouvements de justice sociale. À long terme, il peut même empêcher le changement social » explique Amnesty International⁵.

Qui sont les suspects ?

Suspect n° 1 : le système capitaliste

Hyperconcurrence, productivité, rapidité, ultralibéralisme, compétition et perte de sens composent le système capitaliste. Pourtant, ces caractéristiques semblent

impensées ou ignorées pour le secteur associatif comme s'il était épargné par les ramifications capitalistes. Or, le monde associatif est de plus en plus considéré comme un secteur de services « avec pour résultat de collectivement planter des pailles dans la personne militante, souvent pigiste⁶ et précaire, afin d'en aspirer tout le jus. Or, il importe de comprendre que les militant-es donnent de leur temps pour entrer en dialogue avec leur société et ne sont pas là pour fournir un simple "service" aux organisations »⁷. Cette vision capitaliste et de service (rapide comme au fast food), cette manière de consommer les associations peut mettre à mal durablement le fonctionnement démocratique. En effet, les associations sont une large part de la société civile et elles sont censées être la connexion entre différents publics et le monde politique.

Suspect n° 2 : l'État

En 2023, deux cartes blanches rédigées par des associations féministes, socioculturelles et de promotion de la santé, dénonçaient les conditions de travail et la souffrance des travailleuses-eurs du secteur non-marchand⁸. En cause? Les associations sont obligées de répondre à d'innombrables appels d'offres, marchés publics et appels à projets afin de garantir leur survie tout en devant défendre régulièrement leur secteur pour ne pas être mises à l'arrêt. Les travailleuses-eurs se retrouvent à bosser deux fois plus, sans augmentation salariale, et sans garantie d'avoir suffisamment de fonds pour aider leurs bénéficiaires. Il y a aussi une véritable fatigue et une perte de sens face aux dossiers administratifs, souvent longs, chronophages et fastidieux pour accom-



© Jackson Simmer - Unsplash

pagner les bénéficiaires. Et si la demande est acceptée, le subside n'est réellement reçu que plusieurs mois plus tard - parfois trop tard pour les associations qui sont alors endettées. Cela force certaines structures à réduire leurs activités malgré une demande de plus en plus soutenue des publics. Le risque de perte de sens et de démotivation est ici très grand. Les obstacles organisationnels et financiers sont (trop) nombreux, ainsi qu'en témoigne la situation de l'Université des Femmes à Bruxelles ces derniers mois.

Les associations et la convergence des luttes, en garde à vue?

Au niveau individuel, l'accumulation des discriminations peut être un facteur supplémentaire de risques du burn-out militant. En effet, les personnes concernées peuvent avoir l'impression qu'il n'existe que peu de lieux sans oppressions pour elles. De plus, être sur plusieurs combats militants simultanément peut amener plus rapidement à une fatigue importante. Comment gérer à la fois son éco-anxiété et des discriminations vécues au quotidien? Cela pose des questions au niveau collectif : comment permettre à chacune d'évoluer vers une lutte commune dans un climat bienveillant quand les conditions de travail sont épuisantes? À quel point la concurrence entre associations peut-elle ralentir la convergence des luttes? Comment la sororité peut-elle être un rempart contre l'épuisement militant? Com-

ment nous soutenir collectivement? Ouvrir des espaces de paroles et échanger sur les problématiques que l'engagement implique devrait devenir une priorité pour les associations. Comme le souligne l'ASBL Barricade, « cela suppose d'affronter, pour commencer, cette vérité trop souvent passée sous silence : célébré comme un espace d'autonomie, de liberté et de coopération, le meilleur des réseaux peut devenir, si l'on n'y prend pas garde, le plus redoutable des marchés »⁹. Affaire à suivre...

1. EYCHENNE Alexia, « L'usure de l'engagement. Burn-out militant », Socialter, 2020, <https://tinyurl.com/2jbx4rrb>.

2. Pas contre le militantisme, mais contre celles-elles qui la fragilisent.

3. Clin d'œil à l'ouvrage « Te plains pas, c'est pas l'usine » de Lily Zalzett et Stella Fihn (2020).

4. Le syndrome vicariant est un traumatisme qui survient chez les personnes (salariées ou bénévoles) dont la mission, chaque jour, est de recueillir, accompagner ou soulager des individus en souffrance (victimes de violences, situation de grande précarité, etc.).

5. Amnesty International, « Sauver le monde sans s'effondrer », *Fanzine*, 2020, <https://tinyurl.com/4eyxr5wt>.

6. En Belgique, il ne s'agit pas d'un statut de pigiste, mais de contrats précaires en général (temps-partiels, contrats de remplacements, etc.).

7. HAMELIN Marilyse, « Grandeur et misère de l'engagement social », *Centrale des syndicats du Québec*, n.d., <https://tinyurl.com/y33h27yu>.

8. Toutes 2 sur les Grenades-RTBF : en mars, la carte blanche « La broyeuse administrative nous précarise et nous rend malade ! », <https://tinyurl.com/bdzn3zp>; en septembre, la carte blanche « L'associatif et le non marchand : des secteurs malades à cause de ressources insuffisantes », <https://tinyurl.com/mw678m5a>.

9. BOTTACIN Steve, « Hyperconcurrence entre amis. Loi du réseau et loi du marché en milieu associatif », *Analyse Barricade*, 2017, <https://tinyurl.com/vhra3tdz>.

Bolivie : Un féminisme en lutte

• Solsoc •

En juin dernier, nous avons eu l'occasion de rencontrer Graciela Raquel López Quinteros, une sociologue et militante féministe bolivienne. Elle coordonne le Réseau des femmes transformatrices de l'économie (REMTE), une organisation partenaire de l'ONG belge Solsoc. Elle est également responsable de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) en Bolivie, mouvement féministe et anticapitaliste qui lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes. Nous avons voulu en savoir plus sur les revendications de ce mouvement, et en particulier pour les femmes en Bolivie.

Graciela, quelles sont les principales revendications de la branche bolivienne de la Marche Mondiale des Femmes ?

En Bolivie, comme dans tous les pays, nos revendications ont été amplifiées par la crise économique, comme la lutte contre la pauvreté, pour l'autonomie économique des femmes, contre les inégalités auxquelles les femmes sont confrontées dans le monde du travail, mais aussi la défense des biens communs (tels que la terre, l'eau, les services publics, les soins, etc.), la souveraineté alimentaire (à partir d'une vision critique des multinationales de l'agro-industrie, de l'agro-écologie, de la reconnaissance de savoirs locaux), la lutte contre l'extractivisme ou encore la crise climatique sont autant de défis. Nous, les femmes, contribuons à d'autres formes d'organisation économique telles que l'économie solidaire et communautaire.

En effet, nous revendiquons la construction d'une autre économie, une économie pour la vie. L'économie est un outil de lutte ! En particulier le thème de l'économie féministe de rupture dont la centralité est la vie des êtres humains et la nature comme proposition politique et économique alternative.

Une autre revendication centrale du mouvement est la lutte permanente contre la violence envers les femmes. La lutte pour la paix et la démilitarisation est d'une importance vitale dans les pays où elle est présente.

Nous sommes un mouvement basé sur la solidarité. Nous sommes toujours attentives à toutes les femmes qui vivent dans des contextes difficiles. Nous avons des pays emblématiques dans ces processus comme la Palestine, Cuba, comme la région des Grands Lacs en Afrique, le Sahara, le Venezuela, à un certain moment les femmes kurdes, mais aussi ici en Bolivie lorsqu'il y a eu un coup d'État, ou au Pérou, au Chili, en Équateur... la solidarité est permanente.

Vos revendications ne se limitent pas à la défense des droits des femmes, mais sont liées à d'autres questions telles que la corruption politique, le racisme et la lutte contre le néolibéralisme et le néocolonialisme. Comment reliez-vous ces revendications à la lutte des femmes ?

La MMF est anticapitaliste, anticolonialiste et antipatriarcale et nous croyons que le féminisme est la force de transformation économique, sociale et politique.

Yildiz Temürtürkan, la coordinatrice internationale de la Marche Mondiale des Femmes, dit à ce sujet : « Ce qui nous a unies, ce sont nos luttes contre les racines de la pauvreté et de la violence à l'égard des femmes et, ce faisant, nous avons affronté le capitalisme, le patriarcat, le racisme et pas seulement leurs impacts sur la vie des femmes ».

La défense des droits des femmes est importante dans nos luttes, car elles sont liées aux différentes formes d'oppression et de subordination des femmes.

La Marche Mondiale des Femmes est-elle ouverte à tout le monde ou est-elle réservée aux femmes ?

C'est une organisation de femmes : femmes indigènes, travailleuses, étudiantes, notre diversité fait notre force ; c'est un mouvement féministe populaire.

La Marche Mondiale est organisée depuis plusieurs années. Voyez-vous un changement dans la société depuis que vous avez commencé votre lutte ?

La Marche Mondiale des Femmes et le dialogue avec les féminismes du monde entier, ainsi que l'alliance avec de nombreuses autres organisations telles que la Via Campesina,

ont permis, selon moi, de réaliser d'importantes avancées.

Les organisations de femmes ont été renforcées, mais le patriarcat s'est également enraciné et est devenu plus sauvage à l'égard des femmes, les féminicides de femmes et de jeunes filles ont augmenté.

Quelle est votre définition du féminisme ?

Le féminisme qui construit la Marche est anti-systémique et critique le capitalisme, le colonialisme, le patriarcat, le racisme et l'oppression de la sexualité comme de multiples systèmes d'oppression qui s'entrelacent et s'alimentent les uns les autres. De ce point de vue, le féminisme doit générer des propositions qui cherchent à démanteler ce modèle dans son ensemble. Notre mission est de démontrer que le patriarcat structure l'ensemble des relations. Nous devons contribuer à la construction

des femmes en tant que sujets politiques, à partir du féminisme populaire, qui met au centre de ses protagonistes les femmes de la classe ouvrière dans leur diversité de race, d'ethnie, de culture.

Solsoc est une organisation non gouvernementale (ONG) agréée par la Coopération belge au développement (DGD). Elle est l'une des organisations de solidarité internationale de l'Action commune socialiste. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, Solsoc soutient des mouvements sociaux en et des organisations de la société civile en Afrique, Amérique latine et au Proche-Orient afin de contribuer à un changement social progressiste, laïque et démocratique.

Plus d'infos : www.solsoc.be

Faire un don : BE52 0000 0000 5454



Progressisme à l'ère Netflix : engagement ou marketing ?

• Elise Voillot • Chargée de communication Soralia •

À l'instar de *Mercredi*, *Bojack Horseman*, *Barbie* et *Sex Education*, le discours féministe se banalise dans les films et séries tout public. Les plateformes de streaming comme Netflix l'ont bien compris en capitalis(t)ant sur une image militante et politique. Mais cet engagement est-il sincère ?

Renouveau féministe

Dans les années 80-90, une prise en compte de la pluralité des féminismes et des revendications émerge au sein des mouvements militants. C'est aussi à cette époque que la pop culture croise la route de l'émancipation féminine de façon frontale¹. Des artistes et des œuvres grand public célèbrent la libération sexuelle (Madonna, Morticia Addams), la sororité (Thelma et Louise, les Spice Girls), ou dénoncent le harcèlement sexiste (Queen Latifah).

Ce féminisme pop a le mérite de sensibiliser d'importantes audiences aux enjeux d'égalité femmes-hommes, quitte à distiller un message moins politique et plus individualisé de l'engagement². Il va continuer de s'épanouir grâce à la naissance d'Internet. Les blogs et forum, puis les réseaux sociaux vont permettre à des communautés de s'unir et à des associations/collectives féministes, parfois plus politisées, d'émerger dans les années 2010³.

7 ans après #MeToo, si les femmes et les militant·e·s subissent toujours de nombreuses représailles, se présenter comme féministe n'est plus constamment perçu comme négatif. L'appellation génère même « plus de respect et d'empathie »⁴ que par le passé. Cette évolution se marque également dans les luttes antiracistes et LGBTQIA+.

Le cas Netflix

Face à une évolution des mentalités du public, mais aussi avec l'avènement des réseaux sociaux qui amplifient les interactions entre consommatrices-teurs et entreprises, ces dernières doivent réajuster leur curseur pour garder leurs audiences.

C'est le cas notamment de Netflix qui travaille activement sur l'inclusivité de ses productions depuis quelques années. De nombreuses œuvres ont été ainsi acclamées pour leur qualité narrative et la diversité des personnages et sujets représentés.

Une enquête sortie en 2021 sur les films et séries de fiction américaine de la plateforme l'atteste. Netflix serait plus progressiste que le créneau cinématographique traditionnel... sur certains aspects.

Ainsi, si la représentation des femmes devant et derrière la caméra est supérieure au cinéma « traditionnel » et que beaucoup de femmes travaillent au sein de l'entreprise, les réalisatrices racisées restent sous-représentées par rapport à la population réelle tout comme les personnages LGBTQIA+, en situation de handicap et certaines minorités racisées (par exemple les latinos). En réponse à l'enquête, Netflix a déclaré dépenser 100 millions de dollars dans un fonds pour favoriser l'égalité des chances⁵.

Faire vendre avant tout

Si elle est positive, la démarche de Netflix n'est évidemment pas altruiste. Comme l'explique Scott Stuber, vice-président de Netflix en charge des films, cet engagement permet « de s'adresser à plus de gens et d'ouvrir notre audience. C'est du business en fait »⁶. Netflix se construit ainsi une image de marque cool et dans l'air du temps à laquelle un public plutôt jeune peut s'identifier.

Outre l'aspect purement mercantile de la démarche, l'hypocrisie de la plateforme est parfois flagrante. Ainsi diverses séries, portées par des castings ou productions féminines, issues de communautés LGBTQIA+ et/ou racisées ont été annulées, malgré l'engouement

des fans (*Glow*, *Jessica Jones* ou *Sense 8* qui aura finalement droit à un long-métrage de clôture)⁷. D'autres productions de la plateforme reproduisent des stéréotypes (*Emily in Paris*)⁸, intègrent surtout les minorités en tant que seconds rôles (*Orange is the new black*)⁹ ou dépolitisent l'engagement et les réalités des personnes concernées pour être plus accessibles auprès du grand public (*Les chroniques de Bridgerton*, *Queer eyes*)¹⁰.

Par ailleurs, l'utilisation de l'algorithme pour capter notre attention et nous faire consommer des contenus qui nous ressemblent nous enferme dans des bulles de filtres. Ainsi les messages progressistes et inclusifs ne seront pas visibles par tous les publics présents sur la plateforme.

Netflix produit par ailleurs des œuvres considérées comme misogynes (*365*) ou grossophobes/homophobes (*Insatiable*, annulée au bout de 2 saisons). La plateforme a aussi réalisé une émission de télé-crochet autour du rap (*Nouvelle École*) avec dans le jury, un homme accusé de violences conjugales¹¹ et a défendu le spectacle de l'humoriste Dave Chappelle, jugé transphobe et homophobe par les médias et par certain·e·s travailleuses·eurs de Netflix¹². Pour ce dernier cas, le co-directeur général de Netflix a déclaré croire « fermement qu'un contenu sur un écran ne se traduit pas directement en violence dans le monde réel » puis s'est rétracté quelques jours plus tard¹³.

Voir les limites et les opportunités

Netflix, à l'instar de nombreuses entreprises aujourd'hui, s'inscrit dans une démarche progressiste avant tout pour capter et garder une audience tout en se construisant une image dans l'air du temps. Ce modèle présente quelques limites, mais aussi des opportunités.

Le cinéma et les séries jouent un rôle essentiel dans la construction d'un imaginaire. Leur côté accessible et « émotionnel » permet de capter plus facilement notre attention et d'inscrire des représentations dans notre inconscient collectif. Visibiliser des personnes racisées, féministes, trans, en situation de handicap dans des œuvres tout public est un premier pas pour créer des habitudes et des réflexions plus profondes sur les inégalités persistantes.

Sans nous réjouir aveuglément, il est important d'encourager les sociétés à prendre leurs responsabilités tant dans les messages qu'elles diffusent que dans leurs environnements professionnels. Et c'est souvent là que le bât blesse, car, derrière un engagement de façade, les entreprises ont encore beaucoup de travail à mener pour être réellement inclusives...

1. Il y a bien entendu eu d'autres voix artistiques engagées sur les questions féministes dans le passé, mais les années 80-90 marquent un réel tournant.

2. D'autres courants artistiques, plus politisés, ont également émergé à cette époque. Citons notamment la scène punk/grunge américaine qui a fait naître le courant musical féministe des Riot grrrls avec le groupe Bikini Kill en figure de proue.
3. Padjemi Jennifer, *Féminisme et Pop culture*, Villeneuve-D'Ascq, *Points*, 2021.
4. JANIN Carine, « ENTRETIEN. "Le mouvement #MeToo a stimulé le féminisme" », *Ouest-France*, 8 mars 2019, <https://tinyurl.com/4df2cxzb>.
5. WESSBECHER Louise « Netflix: ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas dans les films et séries de la plateforme », *Huffpost*, 21/03/21, <https://tinyurl.com/Sfzc48pm>.
6. WIART Louis, *Quand Netflix fait de la diversité son meilleur argument commercial*, *Nectart*, janvier 2022, <https://tinyurl.com/3shk78zr>.
7. LENA Salty, « Révolution sur grand écran ou pink-washing de façade? Le cinéma féministe après #metoo », *Les Ourses à plumes*, 17/02/21, <https://tinyurl.com/yc7x2hyy>.
8. *Idem*.
9. Boisvert Stéfany, « Les séries Netflix Originals la diversité à l'heure de l'hyperchoix », *Erudit*, mars 2019, <https://tinyurl.com/2xwaycpb>.
10. DELAVEAU Benjamin, « Diversité à l'écran : après Netflix, la lutte est-elle finie? », *Manifesto XXI*, 25 janvier 2023, <https://tinyurl.com/7nbkznb>.
11. DJOUPA Aïda, « Nouvelle École laisse place aux jeunes talents du rap... et à Niska, accusé de violences conjugales », *Madmoizelle*, 11 juin 2022, <https://tinyurl.com/2kzasm25>.
12. RONFAUT Lucie, « Dave Chappelle et la transphobie : quand Netflix ne parvient pas à se sortir d'une polémique », *Numérama*, 24/10/21 <https://tinyurl.com/24c7suyt>.
13. WIART Louis, « Quand Netflix fait de la diversité son meilleur argument commercial », *op.cit.*



REPORTAGE PHOTO 7 octobre

• Photos - Joséphine Devillers •
Conception - Delphine von Kaatz •

Le 7 octobre dernier, Soralia organisait à Namur un festival féministe autour de la culture : « À Nous la Scène ! ». L'envie pour nous de célébrer et visibiliser des artistes talentueuses-eux, engagé-e-s, et sacrément *badass*. Retour en images sur cette journée pleine de rires, de connexions, de sororité, d'empowerment et de talent(s).

Au programme, un plateau de stand-up avec les Sous-Entendu-e-s a rassemblé Sara Lélé, Sihame Haddioui, Letizia, Mathilde Retout et Lisa LK; cinq humoristes, cinq styles bien à elles, des punchlines légendaires, mais aussi de l'émotion, une réflexion engagée.

*Sarah Lélé, hilarante
Master of Ceremony de ce
plateau de stand-up*



Le public, visiblement conquis



*Sihame Haddioui, entre cheminement
identitaire et cocasses histoires de famille*

Un panel très intéressant sur la question « Comment la création artistique peut-elle être un outil d'empowerment pour les femmes ? » réunissait Lyne, fondatrice de Getting (Sh)it Done, la collective Les Sous-Entendu-e-s, Elodie Fricot, animatrice Soralia Namur et Julie Lombé, artiste, le tout présenté et modéré par la journaliste Maïté Warland.



*Lyne, à propos du sexisme structurel dans
l'univers de la programmation musicale et culturelle,
mais aussi des pistes concrètes pour y remédier.*

*Elodie Fricot,
June Benhassan
(Les Sous-Entendu-e-s),
Lyne, Julie Lombe
et Maïté Warland*



En parallèle, un village féministe présentait le travail et les actions de diverses associations et collectifs, tels que À Nous la Nuit, Fat Club, Namur'Elles, la régionale de Soralia Namur et Sofélia.



Dans le jardin, au soleil, le village féministe

L'équipe du tout nouveau collectif Fat Club



On a également (re-)découvert l'impressionnant groupe vocal Friday Frida, et pour terminer cette joyeuse journée, le public, les intervenantes et l'équipe de Soralia ont pu échanger -autour d'un verre- sur les découvertes de la journée, renforcer ou tisser des liens, et rencontrer d'autres personnes engagées ou intéressées par les causes féministes.



*Le groupe vocal Friday Frida, de chansons
traditionnelles des Balkans aux Pussycat Dolls*



*En fin de journée, un moment
convivial entre intervenantes et public.*

Si vous voulez en voir plus, l'aftermovie de « A Nous la Scène ! » est visible sur la page Instagram @Soralia_mouvement_feministe



Stop à la désinformation autour de l'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle

• Alice Gaspar • Chargée de missions Sofélia et Eloïse Malcourant • Chargée de communication Sofélia •

Depuis la rentrée scolaire 2023, l'accord de coopération encadrant l'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS) ainsi que le guide qui l'accompagne ont été au centre d'une vive polémique dans les médias belges francophones et sur les réseaux sociaux. Cette actualité a même traversé nos frontières en se déployant notamment dans les journaux français, allemands et même australiens. Dans des écoles maternelles et primaires des régions de Charleroi et de Liège¹, les opposant-e-s à l'EVRAS ont été jusqu'à taguer les murs de slogans anti-EVRAS et démarrer des incendies. La dispense d'animations EVRAS n'a jamais fait l'unanimité depuis sa création, mais son opposition a rarement été aussi virulente.

L'EVRAS, déjà obligatoire dans les écoles depuis 2012

Au vu de l'ampleur de la polémique, il semble prioritaire de replacer cette vague de désinformation au sujet de l'EVRAS dans son contexte. À la base, ce qui a poussé les anti-EVRAS à se faire entendre, est le fait que l'accord de coopération en question rend obligatoire une animation EVRAS dans toutes les classes de 6^e primaire et 4^e secondaire ainsi que dans certaines classes de l'enseignement spécialisé. L'obligation porte donc sur 4 périodes dans l'enseignement ordinaire et 8 périodes dans le spécialisé sur l'ensemble des 12 années d'obligation scolaire en Belgique. Pour les opposant-e-s à l'EVRAS, il n'est pas concevable d'évoquer la vie relationnelle, affective ou sexuelle des enfants à l'école (ne nous mettons pas des œillères, c'est surtout le dernier aspect qui pose problème). Seulement, rappelons que l'EVRAS est déjà obligatoire dans toutes les écoles belges francophones depuis 2012, mais elle y est mise en œuvre de manière disparate. L'adoption de cet accord de coopération par le monde politique vient seulement renforcer cette obligation qui peine à se généraliser dans toutes les écoles en lui donnant les moyens humains et financiers pour qu'elle existe de manière égalitaire partout en

Fédération Wallonie-Bruxelles. Car, c'est bien là un des rôles de l'école : lutter contre tous les types d'inégalités et renforcer le vivre ensemble.

De son côté, le guide pour l'EVRAS annexé à l'accord de coopération est un outil d'accompagnement à unique destination de professionnel-le-s spécifiquement formé-e-s pour mener des animations EVRAS. Celui-ci a été coconstruit par des institutions et organismes expert-e-s ainsi que par 380 jeunes concerné-e-s. Il s'agit de balises sur lesquelles les professionnel-le-s peuvent se reposer et non pas un programme à suivre à la lettre. Soulignons aussi que peu importe l'animatrice-teur EVRAS, aucun questionnaire n'est devancé. Autrement dit, tous les sujets abordés lors des animations EVRAS partent des interrogations des jeunes. À certains âges, dans une visée de prévention, certains sujets sont d'office abordés comme la puberté en 6^e primaire ou les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) et la contraception en 4^e secondaire. Contrairement à ce que certaines personnes anti-EVRAS prétendent, pendant les animations, jamais les enfants/jeunes ne vont être déshabillé-e-s, jamais elles-ils ne seront exposé-e-s à des contenus pornographiques, jamais elles-ils ne recevront des ateliers pratiques sur la masturbation, etc.

La désinformation, une stratégie habile des opposant-e-s à l'EVRAS à ne pas prendre à la légère

Sur les réseaux sociaux, les fake news circulent 6 fois plus vite que les informations véridiques². La vitesse de propagation de ces contenus entrave et compromet la mission des associations qui possèdent des informations justes et fiables au sujet de l'EVRAS. La bataille contre ces fausses informations est d'autant plus ardue qu'elles se basent rarement sur des faits vérifiés ou des réalités scientifiques et, répondre à cette désinformation demande un travail de fond et de vulgarisation qui peine à s'inscrire dans une société de l'immédiateté³.

La désinformation autour de l'EVRAS a eu le pouvoir de créer une panique morale auprès des parents et des équipes éducatives des écoles. En termes de fausses informations, nous avons pu lire et entendre, par exemple, que l'EVRAS souhaitait imposer une sexualité d'adultes aux enfants. Or, l'EVRAS donne aux enfants et aux jeunes des clés de compréhension sur le consentement, leurs limites et leur intimité afin qu'elles-ils puissent détecter plus facilement des situations de violences comme l'inceste notamment. Les chiffres démontrent d'ailleurs toute l'importance de dispenser des animations EVRAS : un-e Belge sur deux a déjà été exposé-e à une forme de violence sexuelle⁴ et l'inceste concernerait 2 à 4 enfants par classe⁵. Une part importante des jeunes est donc susceptible d'être un jour victime de ces violences et ce risque est d'autant plus important pour celles-ces qui appartiennent à des minorités sexuelles ou de genre. Les jeunes bisexuel-le-s et homosexuel-le-s sont par exemple deux à dix fois plus souvent concerné-e-s par les violences intrafamiliales⁶. Au sein des écoles, l'EVRAS joue donc un rôle primordial de prévention des violences et des inégalités sociales, de genre, en santé et plus encore.

Ajoutons aussi que les animations EVRAS ne vont en aucun cas imposer des valeurs qui entrent en conflit avec l'éducation donnée par les parents. L'EVRAS vient compléter les informations données par les parents et a pour but de permettre à chaque jeune de poser ses questions. Car, certaines thématiques ne sont pas toujours faciles à aborder au sein du cercle familial, certains parents ne se sentant pas suffisamment outillé-e-s pour aborder ces thématiques. Et pour les enfants victimes d'inceste ou vivant de la violence intrafamiliale, il est important pour elles-eux d'avoir un espace bienveillant pour en parler.

En résumé, l'EVRAS est indispensable, car elle constitue un levier essentiel afin de permettre aux jeunes de développer leur esprit critique et les amener à réaliser des choix éclairés au sein de leur vie relationnelle, affective et sexuelle. Elle s'inscrit ainsi dans le but que les jeunes puissent co-construire une société plus égalitaire, plus inclusive et plus solidaire!

1. « Une sixième école de la région de Charleroi touchée par un incendie cette nuit », 15 septembre 2023, rtbf.be, <https://tinyurl.com/4mujztuh> et « Vandalisme anti-EVRAS : deux écoles prises pour cible à Liège aussi », 15 septembre 2023, rtbf.be, <https://tinyurl.com/yeytj877>.
2. FRANCE 3 AQUITAINE, *Notre cerveau face aux fake news*, 9 mai 2019, <https://istuf.fr/SLPH2U6d>.
3. Soralia/Sofélia/Solidaris, *Communiqué de presse. La désinformation autour de l'EVRAS : un phénomène à condamner fermement dans un contexte de montée des extrémismes*, 28 septembre 2023, <https://tinyurl.com/5epu9649>.
4. Amnesty International, *Dossier spécial sur le viol en Belgique*, <https://tinyurl.com/4t4pfsm6>.
5. ZACHARIE Didier, « L'inceste, une si discrète horreur », *moustique.be*, 15 février 2023, <https://tinyurl.com/3cjrpt2d>.
6. DÉFENSEURS DES DROITS, *Études & Résultats. Violences intrafamiliales : les filles et les jeunes LGBT plus touchés*, avril 2020, <https://tinyurl.com/3zfwbj35>.
7. Soralia/Sofélia/Solidaris, *Communiqué de presse op. cit.*



Violences économiques, une réalité ignorée

• Laudine Lahaye • Chargée d'études Soralia •

À l'occasion du 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes, Soralia et Sofélia ont voulu mettre l'accent sur une dimension encore trop peu visible, celle des violences économiques. Cette notion peut être décortiquée sous deux angles distincts, mais complémentaires, à découvrir dans cet article.

Les violences économiques entre (ex-)partenaires

Tout comme les violences verbales, physiques et sexuelles, les violences économiques peuvent faire partie des violences exercées entre (ex-)partenaires. Ces violences tournent autour de l'argent, sa répartition, son utilisation, son accès. Le site Internet canadien SOS Violence conjugale détaille six manières de commettre des violences économiques¹ :

- Contrôler les dépenses et la gestion financière du ménage par exemple en critiquant les achats ou en imposant ses choix dans les décisions financières du foyer;
- Voler de l'argent par exemple en utilisant une carte de débit ou de crédit sans le consentement ou en empruntant de l'argent sous de faux prétextes;
- Usurper l'identité pour obtenir une carte de crédit ou créer des dettes au nom de sa partenaire;
- Limiter l'accès à l'information relative aux finances de la famille, par exemple en cachant des documents administratifs importants;
- Contrôler la vie professionnelle pour porter atteinte aux revenus de la victime, par exemple en l'empêchant d'étudier ou en faisant pression pour qu'elle réduise ses heures de travail;
- Menacer la victime de vengeance financière pour la contraindre à rester dans la relation.

Sofélia, en tant que Fédération de Centres de Planning familial, lutte activement au quotidien contre les violences basées sur le genre, dont les violences économiques. Que ce soit pour des consultations juridiques, sociales, psychologiques ou encore médicales, tous les services proposés par les Centres de Planning familial sont accessibles financièrement, même aux personnes les plus précarisées. Plusieurs Centres affiliés à Sofélia proposent des services spécifiques aux personnes victimes de violences intrafamiliales et conjugales².

Les violences économiques à l'échelle de la société

La société belge, par ses institutions, ses réglementations, ses dysfonctionnements, génère aussi des violences économiques à l'encontre des femmes. Prenons un premier exemple. Selon un rapport établi par l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes en 2021, l'écart salarial en Belgique est toujours de 9,2 %³... Les femmes gagnent donc nettement moins d'argent que les hommes!

Par ailleurs, le temps de travail souvent réduit des femmes a un impact direct sur le calcul de leur pension, car elles peinent à atteindre les 45 ans de carrière complète et ne peuvent dès lors toucher une pension complète. L'écart de pension entre les femmes et les hommes et le risque de pauvreté qui l'accompagne constitue une violence économique de plus dans le parcours des femmes.

Et lorsqu'une femme s'installe en colocation parce que sa faible pension ne lui permet plus de payer seule un loyer, elle se retrouve confrontée au statut de cohabitant-e⁴. C'est le cas de Jeanne, relaté dans un article d'Axelle Mag : «[...] on m'a retiré 100 euros de la GRAPA, car l'institution estime que je suis "cohabitante", à cause de la colocation. [...] Ils me traitent comme une criminelle»⁵.

Pour Soralia et Sofélia, les violences économiques s'inscrivent dans le continuum des violences faites aux femmes. Il est donc essentiel, pour nous, de dénoncer et lutter contre ces discriminations.

1. <https://lstu.fr/vZ8TRijw>.

2. Plus d'infos sur ces services spécifiques sur www.sofelia.be

3. SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, « Égalité Femmes-Hommes : l'écart salarial », en ligne, https://lstu.fr/qmF2r4_h (Consulté le 26 octobre 2023).

4. Pour comprendre les multiples enjeux derrière ce statut et sa suppression espérée, voir l'outil pédagogique développé par Soralia : Individualisation des droits sociaux : l''affaire de toutes et tous, téléchargeable depuis son site Internet.

5. WERNAERS Camille, « Étranglées par les cordons de la bourse », Axelle Mag, mars-avril 2022, en ligne, <https://www.axellemag.be/etranglées-par-les-cordons-de-la-bourse/> (Consulté le 19 octobre 2023).

Page ludique

Dans les combats féministes, on le sait, les mots sont importants ! En voici quelques-uns, sauras-tu les débusquer ? NB : les mots peuvent aller dans toutes les directions.

X B A C K S L A S H M E T O O
C O N T R A C E P T I O N X J
U H F L K Q E H E Z E L N R O
Y E C N E G R E V N O C W F M
W H J C O G O C B W L C K U W
A D E L P H I T E W T O I G D
J N O I T C U R T S N O C E D
D O M L Q I Y H Y K L J I O I
I J I S O R O R I T E B X D L
R E V E N D I C A T I O N S A
M E M S I N I M E F O R F A O
R T N E M E R I O V U O P M E
N S E G E L I V I R P Q C A W
I K I I G F C U O U B X R L R

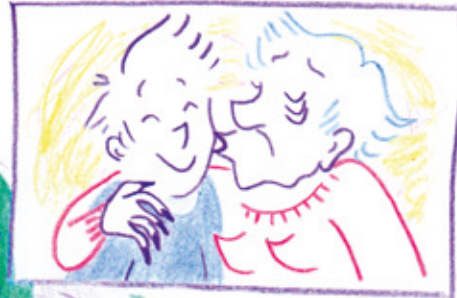
- | | | |
|------------------|-------------------|--------------------|
| 1. adelphite | 5. convergence | 9. metoo |
| 2. afrofeminisme | 6. deconstruction | 10. privileges |
| 3. backslash | 7. empouvoirement | 11. revendications |
| 4. contraception | 8. joie | 12. sororite |

FAIRE FRÉMIR LES PAVÉS

Comme des fleuves, nos colères



Déferlent bruyamment dans les rues



Nos joies portées en bandoulière



Haut les cœurs battant d'espoir
sous nos peaux nues



AVEC LE SOUTIEN DE LA
FÉDÉRATION WALLONIE-
BRUXELLES

Zoé Borbé